



Flottille vers Gaza : la France doit tout faire pour garantir les droits et la sécurité des journalistes

En lien avec leurs fédérations internationale (FIJ) et européenne (FEJ), les organisations syndicales représentatives de journalistes en France (SNJ - SNJ-CGT - CFDT-Journalistes - SGJ-FO) expriment leur indignation après l'interception, dans les eaux internationales par les forces armées israéliennes, des bateaux de la Global Sumud Flotilla.

Des centaines de participants à cette initiative citoyenne et humanitaire visant à briser le blocus imposé de la bande de Gaza ont été arrêtés par la force dans des conditions et avec des moyens qui restent à examiner. Parmi eux, plusieurs dizaines de journalistes internationaux, dont un journaliste français, Emilien Urbach, envoyé spécial de L'Humanité au sein de la Flottille.

Son journal et ses collègues n'ont plus aucune nouvelle de lui depuis jeudi 2 octobre à 3 heures du matin. D'après des éléments parcellaires collectés par L'Humanité, il pourrait se trouver, comme tous les autres participants, retenu au port d'Ashdod, avant un transfert vers une prison dans le Néguev.

Le SNJ, le SNJ-CGT, la CFDT-Journalistes et le SGJ-FO condamnent non seulement le caractère illégal de cet arraisonnement dans les eaux internationales, mais aussi une violation flagrante des lois et conventions protégeant la sécurité des journalistes dans les zones de conflit et consacrant la liberté de la presse. Et nous tenons les autorités israéliennes responsables de l'intégrité, la santé et les droits de tous les journalistes aujourd'hui détenus. Ils ne font que leur métier. Pour les journalistes sur les bateaux, cette flottille représentait une occasion concrète de tenter d'enrayer la spirale à l'oeuvre depuis près de deux ans : élimination méthodique des journalistes gazaouis – plus de 240 ont été assassinés et, pour beaucoup d'entre eux, ciblés, par l'armée israélienne –, et black-out orchestré à travers l'interdiction totale pour la presse internationale de pénétrer dans la bande de Gaza.

Nous demandons à l'Etat français de prendre la mesure de cette nouvelle et grave violation du droit international par le gouvernement israélien. Le président de la République, le Premier ministre et les membres du gouvernement démissionnaire ne peuvent pas plus longtemps renvoyer les participants présents sur les bateaux solidaires et humanitaires à leur responsabilité individuelle.

La France doit s'engager et obtenir la libération immédiate de tous les citoyens présents sur les bateaux humanitaires, journalistes et autres. Plus globalement, la France doit agir concrètement pour l'ouverture de la bande de Gaza pour que la presse internationale puisse venir en appui, voire en relais, de nos collègues palestiniens.

Ce sont aussi notre solidarité, notre humanité, notre liberté d'informer qui ont été kidnappées en mer, dans la nuit de mercredi à jeudi.

Paris, le 3 octobre 2025.

Une soirée de solidarité en soutien à Émilien Urbach, journaliste à L'Humanité, arrêté avec les membres de la Global Sumud Flotilla embarqués pour Gaza, et emprisonné arbitrairement par l'armée israélienne, aura lieu lundi 6 octobre à 18h30 au siège de L'Humanité.